

## LA FORMATION DES FEMMES AUX UNIVERSITÉS ET AUX ÉCOLES SUPÉRIEURES

Maître-conférencier Mme NAGY née KATALIN SZEGVÁRI

### I.

#### La formation des femmes aux universités et aux écoles supérieures à l'époque du dualisme

##### *Opinions sur la formation supérieure des femmes*

Est-ce que la femme doit sortir du milieu familial, est-ce qu'elle doit participer à l'activité de la société — ce sont donc les questions qui ont dirigé l'attention des couches de plus en plus larges de la société de la 2<sup>e</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au-delà des excentriques ou des savants et des politiques exceptionnellement prévoyants vers l'émancipation féminine. La littérature bourgeoise se prononçant pour l'émancipation féminine a trouvé son modèle et appui les plus efficaces dans la célèbre œuvre de l'économiste et philosophe anglais, *John Stuart Mill*, intitulée „The subjections of womens“ en cherchant les causes pourquoi la femme a été appréciée dans la société contemporaine anglaise comme un être inférieur, un être de valeur non complète. La traduction de l'œuvre de J. S. Mill en hongrois et la réaction positive et négative qu'elle avait soulevée montrent son influence en Hongrie.<sup>1</sup>

Les conceptions de l'éminent représentant des pensées sociologiques françaises, *Ernest Legouvé*, sur l'émancipation féminine ont également influé sur l'opinion de la bourgeoisie de notre pays. Tant J. Stuart que E. Legouvé sont les partisans de la plus large émancipation sociale des femmes, qui ne demandent pas seulement la découverte de nouveaux domaines de profession, mais la garantie des conditions de travail et de rémunération égales à celles des hommes aussi.<sup>2</sup>

L'une des tendances de la littérature en plein essor à partir des années 70 du dernier siècle au sujet de l'émancipation des femmes de notre pays est celle qui n'a considéré la question féminine que comme une question culturelle, comme une question philanthropique, ce qui peut être au moyen de l'éducation. Mais on a trouvé dans la littérature des avis qui n'ont pas vu de fin en soi dans la formation des femmes, le moyen de l'estime sociale des femmes, mais en poursuivant des objectifs pratiques, en pensant évidemment aux femmes des couches moyennes entre les limites de classe étroite, on a sollicité l'ouverture de quelquesunes des carrières intellectuelles. La diffusion des conceptions d'émancipation fé-

minine se voit prouvée par le choix riche non seulement des livres se prononçant pour l'émancipation, mais par celui des livres s'y opposant. La manière de voir conservatrice dépassée par le temps non seulement dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais même au début de ce siècle, a qualifié « tout exprès nuisible à la nation » toute tendance visant à assurer à la femme une formation spirituelle supérieure, et elle a tracé une objection, fautive lors de sa naissance, mais plus tard tristement réelle, une objection qui avait peur de la *création du prolétariat intellectuel des femmes*. Ce sont les différences décisives subsistant entre le psychique masculin et le psychique féminin où les penseurs conservatifs ont vu découvrir les causes de l'infériorité spirituelle des femmes.<sup>3</sup>

Parmi les associations féminines c'est l'Association Nationale de Formation féminine qui a fait le plus en faveur de la formation supérieure des femmes. Le mouvement de marque de la première moitié du dualisme doit sa naissance à Mme P. Veres née Hermine Beniczky. Elle a comparé le mouvement social visant à transformer la situation des femmes au mouvement le plus progressiste de son époque, le mouvement de libération des esclaves américains: «... la tradition millénaire et la loi établie par des hommes bontent dehors les femmes de toute carrière politique et scientifique sérieuse et elles voient elles-mêmes que leur liberté est renfermée dans des limites extrêmement étroites.»<sup>4</sup> Elle ne s'est pas contentée de déplorer les bras croisés la situation créée, mais en utilisant l'atmosphère de détente des dernières années de l'absolutisme, elle a adressé dans les rubriques de la revue «Hon» un appel aux femmes hongroises et elle a analysé l'état arriéré du progrès intellectuel des femmes. Grâce à la solidarité de la société P. Veres a fondé l'Association Nationale des formations des femmes, qui s'est fixé le postulat de lutter en faveur de l'émancipation culturelle des femmes. En 1869 elle a ouvert la première classe de la section supérieure de son école de jeunes filles.

Au point de vue la lutte pour la formation supérieure des femmes le *féminisme* qui doit sa naissance au soutien du mouvement radical regroupant la couche la plus progressiste de la bourgeoisie et qui a eu pour tâche principale la lutte pour l'entière émancipation des femmes, est la tendance la plus considérable. Les racines du mouvement remontent à la fin du dernier siècle. Pour la protection des intérêts économiques et sociaux des femmes travaillant aux bureaux a été fondée, en 1896, l'Association Nationale des Employées. Au début du XX<sup>e</sup> siècle on a vu l'extension des limites du mouvement féminin bourgeois, l'émancipation des femmes a été plus largement reconnue, les cadres organiques d'un mouvement plus ample de l'Association Nationale des Employées se sont déployés. La fondation de l'Association des Féministes remonte à 1904. Ses fondateurs sont Róza Schwimmer et Vilma Glücklich. Pour juger le rôle social du mouvement féminin il importe d'examiner son rapport aux mouvements politiques progressistes, au mouvement radical bourgeois et au mouvement social-démocrate. Les radicaux bourgeois ont appuyé tous les efforts des féministes visant à servir l'émancipation sociale des femmes. Pour obtenir ce but ils ont fait campagne eux-mêmes, leurs représentants



les plus connus ont dédié leurs conférences, leurs articles à la cause. Le parti social-démocrate lui-même ne pouvait ajourner pour longtemps l'appréciation du mouvement féminin, et à son sein celle du mouvement féministe. La première caractéristique décisive du féminisme reconnue de façon très clair par le parti social-démocrate est son caractère de classe, puis il a réussi à établir que le *mouvement constitue la lutte d'existence des femmes de la classe moyenne contre les hommes de leur propre classe sociale*. Comme il résulte de cet objectif, au centre de sa lutte on trouve l'extension des droits culturels des femmes, puisque les possibilités de trouver des emplois conformes à leur position sociale ne se réalisent qu'au moyen de la réforme radicale du système scolaire<sup>5</sup>. La lutte du mouvement féministe pour la formation supérieure des femmes a été toujours appuyée par le parti social-démocrate bien qu'il ait reconnu que ces droits ne constituent qu'une possibilité abstraite pour les couches les plus larges des femmes travailleuses dans les conditions culturelles et économiques de la Hongrie de l'époque.

*La première réglementation de la formation universitaire des femmes et la formation de leurs effectifs*

La norme juridique prévoyant la formation universitaire des femmes est sortie sous le ministre de la culture, Gyula Wlassich. Grâce à son intelligence le ministre a reconnu les changements survenus dans la situation matérielle et sociale de la classe moyenne et le fait que la situation d'existence des femmes de cette couche sociale ne peut être encouragée qu'au moyen de la réforme réalisée déjà dans la partie considérable des pays européens, ce qui a contribué à permettre la formation supérieure. Mais il n'a pas trouvé les milieux officiels assez mûrs pour comprendre la portée de la réforme, et cela explique pourquoi il ne l'a pas formulé sous la forme d'un projet de loi, mais il a trouvé mieux le habiller la décision suprême de forme juridique et de la régler plus tard au moyen d'arrêtés ministériels. Le projet original surait ouvert aux femmes toutes les facultés laïques et l'université technique. On peut supposer que le projet n'a pas été transmis au ministère sous sa forme originale puisque le chercheur occupé pour la première fois à ce problème n'était pas encore en mesure de voir la matière du ministère, écrit: «même le projet de publication destiné aux universités et aux universités techniques a été barré».<sup>6</sup> Il en résulte que la restriction s'est déjà faite à l'échelon ministériel. Les précédentes de la formation supérieure des femmes n'étaient que très modestes à ce temps-là dans notre pays. Ágoston Trefort qui avait remplacé J. Eötvös au siège ministériel a permis aux femmes de continuer leur perfectionnement aux Écoles normales supérieures et de remplir des postes d'enseignantes aux sections supérieures des jeunes filles et dans les écoles normales d'institutrices, mais cet arrêté ministériel avait peu d'importance parce que la formation des femmes en proportion énorme ne s'était pas réalisée. Les intéressés avaient à se plaindre 20 ans après de la négligence des milieux officiels que l'on peut qualifier sabotage.<sup>7</sup>

*L'arrêté ministériel publié au mois de novembre 1895 n'a permis aux femmes que la formation aux facultés des Lettres, de médecine et de pharmacie et ces facultés étaient ouvertes à elles jusqu'à la fin du dualisme. En dehors de cette restriction nous devons relever à part d'autres facteurs restrictifs, parmi lesquels le fait que dans chaque cas il fallait demander l'admission des femmes aux universités avec le rapport du conseil universitaire au ministre de la culture et de l'instruction publique. Bien que la possibilité de sélectionner ait appartenu au conseil universitaire et au ministre lui-même, l'arrêté ne contenait aucune discrimination ouverte entre les hommes et les femmes lors de l'admission aux carrières indiquées. Cependant l'arrêté restrictif d'Albert Berzeviczy de 1904 a lié l'admission au baccalauréat avec mention très bien.*

Après l'ouverture de la possibilité de la formation universitaire une fraction infime des femmes a réussi à poursuivre pendant de longues décennies des études supérieures aux deux universités de pays, les universités de Budapest et de Kolozsvár.

En tenant compte de la moyenne des années 1901-1905 le nombre des étudiantes inscrites qu premier semestre s'élevait à 151 (il y avait 12 étudiants libres). En ce qui concerne la moyenne entre 1905 et 1910, elle a atteint 244 (alors qu'il y avait 62 étudiants libres). Après les années 1910 jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale le nombre des étudiantes inscrites s'élevait progressivement. Ainsi en 1912 il y avait 348 étudiantes (y compris 91 étudiantes libres) en 1913 il y avait 413 étudiantes (y compris 123 étudiantes libres) en 1914 il y avait 659 étudiantes (y compris 283 étudiantes libres)<sup>8</sup>.

#### *L'effet de la première guerre mondiale sur la formation des femmes*

Les circonstances changées au cours de la guerre: la participation nécessaire et intendue des femmes au travail de production, la misère inhérente à la guerre, l'animation des mouvements sociaux ont donné une nouvelle poussée à la lutte pour la formation supérieure des femmes. Le féminisme hongrois a participé également à la lutte menée à l'étranger pour la formation supérieure des femmes. En 1916 il envoie ses représentants à l'assemblée générale des associations de femmes autrichiennes laquelle a demandé l'ouverture de toutes les facultés et celle des écoles économiques.<sup>9</sup>

Au cours de la troisième année de la guerre mondiale les féministes ont de nouveau demandé l'ouverture de la faculté de droit aux femmes. Le ministre a envoyé la requête à cinq universités pour avoir leur avis: Le conseil de la Faculté de Droit de l'Université de Budapest a manifesté la même position de soutien qu'en 1914. Comme il résulte des documents restés en fragments aux archives les conseils des autres universités ont également proposé avec des restrictions plus ou moins grandes l'extension de la formation universitaire des femmes. L'Union des Associations des Femmes de Hongrie a demandé dans la même année l'ouverture de toutes les universités aux femmes. Sa requête a reposé sur les difficultés causées par la guerre dans le domaine des mariages. La requête a été favorab-



lement accueillie au ministère dirigé de nouveau par Albert Apponyi. La section universitaire qui n'a pas demandé l'avis des universités non plus — puisqu'elle le possédait déjà grâce à la requête des féministes, a élaboré le projet à présenter au conseil des ministres. Il est caractéristique que la section n'entendait pas supprimer la disposition restrictive<sup>10</sup> selon laquelle les femmes ne sont admises à l'université qu'en possession d'un baccalauréat muni de mention très bien et leur admission nécessite dans chaque cas l'autorisation ministérielle spéciale. Le ministre a porté devant le conseil des ministres une proposition positive. La proposition ministérielle présentée au roi est sans réponse. L'avis que la réglementation de la formation universitaire des femmes identique à celle des hommes constituera une mesure gouvernementale immédiate s'est répandu largement dans l'opinion publique surtout au moyen de la propagande féministe.

Le premier ministre de l'instruction publique de la République démocratique bourgeoise a déjà tranché cette question posée depuis longtemps aux premiers jours de novembre 1918. Le décret du 7 décembre de la même année a ouvert aux femmes *toutes les facultés de l'université dans les conditions prévues pour les hommes* en supprimant donc les conditions spéciales. Mais l'exécution du décret s'est vue empêcher par les difficultés objectives surgies aux universités et par l'aversion pour l'admission des femmes aussi.

Les années de guerre s'avèrent les plus importantes dans toute la période du point de vue du gain de terrain des femmes à l'université. Le total des effectifs des étudiantes subit une diminution générale une à l'incorporation pendant la guerre, mais les effectifs des étudiantes ont fait un bond en avant. Alors qu'en 1913/1914 leur proportion n'a atteint que 4,5% rapport au total, pendant les années de guerre elle s'élève à 18%. Il est à noter que cette proportion n'a jamais été atteinte avant la libération, à l'époque de Horthy.

*Après la chute de la République des Conseils* le recteur de l'Université technique a décidé tout d'abord d'éloigner les femmes de la chimie.<sup>11</sup> Les femmes inscrites à l'école supérieure de commerce chargée de la formation des professeurs ont été également privées de toute possibilité de perfectionnement par le régime contre révolutionnaire.<sup>12</sup> La Faculté de médecine de l'Université de Budapest a également pris à sa réunion une mesure restreignant les études des femmes.<sup>13</sup> La position négative de la Faculté des Lettres est d'autant plus importante qu'il ne s'agit pas de la protestation d'une faculté récemment ouverte, mais il s'agit de celle d'une faculté où les femmes pouvaient étudier depuis l'entrée en vigueur du décret de 1895 et leur carrière d'enseignant a été largement reconnue.<sup>14</sup>

## II.

**La formation supérieure des femmes à l'époque de Horthy**

*La lutte pour la formation universitaire des femmes. Les mesures prévoyant la formation universitaire des femmes*

L'enseignement universitaire a connu une étape anarchique, à la fin de la guerre les réfugiés affluant sur le territoire de pays des territoires annexés parmi lesquels la couche de fonctionnaires désireux de trouver des emplois dans le pays et leurs enfants devant fréquenter des écoles, ont créé une situation extrêmement rendu. Dans ces conditions au début de l'accès de régime contrévolutionnaire au pouvoir, c'est-à-dire au mois de décembre 1919 la commission de l'instruction publique de Parti Chrétien de l'Union Nationale a déjà rédigé la tâche primaire selon laquelle «en vue d'entraver l'accroissement du 'prolétariat intellectuel' il faut évincer 'les éléments indésirables' tant des universités que des écoles secondaires».<sup>15</sup>

En traitant les traits les plus caractéristiques de la politique de la terreur blanche relative à l'enseignement supérieur notre historiographie marxiste en relève trois traits principaux concernant son activité limitant les droits: les dispositions frustratoires réalisées dans les domaines de l'admission des étudiants d'origine ouvrière et paysanne, d'origine juive, des étudiantes, et leurs études universitaires.<sup>16</sup>

En suivant des près les présomptions de politique culturelle relatives aux femmes, on rencontre a première rédaction des actes frustratoires ainsi conçue: «Toutes les parties de l'organisme de la nation» recevront «la culture qui leur convient» et d'autre part il faut permettre à l'individu de choisir le type d'école dont le niveau culturel correspond à sa constitution psychique et à ses conditions sociales, ce qui veut dire à l'égard des femmes qu'il faut les placer dans le milieu donné par la nature, qu'il faut les renvoyer à la vie familiale.<sup>17</sup>

Au début des années 1930, sous l'effet de la crise économique, le chômage des intellectuels a revêtu des dimensions énormes et était à l'origine des actes frustratoires pris dans le domaine de l'enseignement supérieur. Mais quant à la sélection bien que réalisée avec la devise de la garantie de la «qualité», elle a visé en effet comme il résulte des définitions des normes de droit la discrimination de sexe, de race et de classe. Sous l'influence de l'idéologie du fascisme en train de déploiement ce sont la négation ouverte de l'égalité de droit; la liquidation radicale de l'héritage libéral qui prédominent dans les ouvrages relatifs au problème des femmes.

L'antiféminisme de la politique culturelle officielle appelle de nouveau les féministes à lutter. Ils aperçoivent le phénomène que l'on peut observer déjà immédiatement après la guerre partout en Europe que les gouvernements et les syndicats excluent les femmes de l'exercice des professions qu'elles avaient pratiquées avec succès pendant la guerre. Mais à partir du milieu des années 1920 le féminisme poursuit sa lutte avec une énergie de plus en plus faible. Sa presse sort également sans ordre en 1927 – 1928. Après le départ de Rózsa Schwimmer pour l'étranger c'est Vilma Glück-



lich qui se charge de la direction de l'Association jusqu'à mort survenue en 1927. Après sa mort l'Association ne faisait que végéter, plus elle perd graduellement son influence sur la vie publique bien qu'elle n'ait pas cessé de fonctionner même dans la période du fascisme ouvert.

A l'époque de Horthy on a vu persister pendant toute sa période l'Union des Associations féminines de Hongrie dont la présidence a continué à être confiée à la comtesse A. Apponyi. Au sein de l'Union c'est la Fédération Nationale des Femmes Hongroises (FNFH) dont les dirigeants, surtout la présidente, la femme écrivain Cecil Tormay. C'est en patronnant en premier lieu les collèges d'étudiantes que la FNFH a accompli une mission importante dans la formation de la physionomie politique de la jeunesse universitaire.

Après la réglementation provisoire de caractère d'instruction ministérielle la *première loi sur le numerus clausus* (la loi No XXV de 1920) constitue la première disposition de restriction importante. Le but de la loi est incontestablement régressif. En essayant de tenir à distance les étudiants à mentalité révolutionnaire, en cédant à la pression des mouvements étudiants de droites, elle a visé à évincer les étudiants minoritaires, juifs et les étudiantes.

La section des femmes travaillant au sein de l'organisation de jeunesse universitaire et leurs dirigeants sont tout de même intervenus dans la défense des femmes et ils ont assiégé avec le soutien de la FNFH à l'aide de campagne de presse au moyen de leurs requêtes les portes des facultés fermées évidemment en faveur des femmes de la classe moyenne. En 1923 ils ont adressé une requête au ministre de la culture et de l'instruction publique en vue de l'ouverture de toutes les facultés. Même Gyula Kornis non favorable aux aspirations universitaires des femmes doit établir que «leur requête est un des documents historiques les plus émouvants des plaies sociales de la Hongrie de Trianon».<sup>18</sup>

Le ministère a envoyé la requête pour avis aux universités et la position prise par les universités montre bien la position radicalement changée par rapport aux conditions de 1918 contre l'émancipation. Dans sa réponse l'Université technique s'est montrée prête à admettre des femmes aux facultés d'architecture et des sciences économiques dans un nombre restreint. Mais toutes les facultés de l'Université d'Études de Budapest ont pris une position nettement défavorables. Les universités de province ont pris une position beaucoup plus positive. La Faculté de mathématiques et des Sciences de l'Université de Szeged a reconnu les droits existentiels des femmes et a proposé l'ouverture de toutes les facultés. La Faculté des Lettres ne s'est pas opposée non plus à l'ouverture des carrières d'école supérieure. La Faculté de Médecine avait également une position positive, mais elle a formulé des réserves à l'égard de la pratique de médecine indépendante des femmes. La position de l'Université d'Études de Debrecen est en règle générale également positive. La Faculté de Médecine a formé d'abord une opinion positive, mais sous la pression du professeur Orsós elle a changé d'avis. La position de l'Université d'Études de Pécs est à l'unanimité positive<sup>19</sup>.

Contrairement à la position des universités le comité de l'Union des Médecins de Budapest a demandé la liquidation complète de la profession médicale des femmes quand quelques mois après la requête des étudiantes il a passé en compte les possibilités des médecins de Hongrie de trouver des emplois.<sup>20</sup>

Le mouvement d'émancipation en dehors des universités, et le mouvement des étudiantes on eu pour résultat que le ministre Kunó Klebelsberg ne pouvait s'échapper à la réglementation de la question sous la forme des normes de droit. *Le décret concernant l'admission des femmes, été pris en 1927.* Les articles 1 — 8 du décret règlent les titres d'admission alors que l'article 9 fixe la méthode d'admission. Aux termes du décret »la carrière juridique reste fermée aux femmes, mais les femmes peuvent être admises sans aucune restriction à la faculté de médecine dans le cadre des effectifs prévus, la faculté des lettres et de pharmacie ont également pu admettre les femmes sans limitation. La clause prévoyant les études à l'Université technique a fermé les facultés de mécanique et de chimie devant les femmes. Elle leur permet de poursuivre les études à la faculté d'architecture en leur assurant un cadre d'effectifs infiniment bas. Elles peuvent être admises à condition que »Les effectifs des étudiants à admettre ne soient pas remplis par les hommes« et même dans ce cas elles ne peuvent pas dépasser les 5% des effectifs.

La deuxième loi sur le numerus clausus *No XIV de 1928* qui avait supprimé la discrimination ouverte de nationalité et de race en égard aux attaques adressées à la Hongrie la Ligue des Nations, n'a apporté aucune modification relative aux dispositions de restriction concernant l'admission des femmes aux universités. L'article 18 de l'instruction de l'exécution a contrain les universités en vue d'établir des données statistiques à fournir des données. Ces rapports contenant les données *élaborées* annuellement par l'Office Central de Statique ont permis ministère du suivre toujours avec attention la composition sociale, de sexe, de race et de nationalité des étudiants admis et d'influencer de cette façon le travail des universités effectué dans le domaine des admission.

Sous l'influence de la crise économique mondiale le ministère a décidé de procéder à la restriction ultérieure des étudiantes. En mettant à part les méthodes décentes le ministère a recouru de nouveau au moyen de restriction ouverte basée sur décret. Le décret a été émis en août 1934 par le ministère. Ledit décret a prévu des chiffres fermés aux trois sections des deux facultés (faculté de médecine, faculté des lettres, sections de pharmacie, d'économie politique, de commerce) à l'égard de l'admission des étudiantes. Aux termes du dit décret les étudiantes seront tout au plus admises jusqu'à concurrence de 30% aux facultés des Lettres et de médecine, de 50% aux cours de pharmacie, de 30% dans les section d'économie politique et de commerce de l'Université technique.<sup>21</sup>

A la fin des années 1930 après la diminution du chômage provoqué par la crise économique les associations féminines hongroise sont de nouveau assiégé avec leurs requêtes les ministère de la culture et de l'instruction publique en vue de l'ouverture des carrières jusque-là fermées,



surtout en vue de l'ouverture de la carrière juridique. La requête du 18 juin 1938 adressée par l'Union des Associations Féminines de Hongrie au ministre, reprend les arguments contenus par les requêtes précédentes analogues de l'époque de Horthy. Cette requête, ainsi que les successives, a été remise par le ministère pour avis au Conseil de l'Enseignement Supérieur National.<sup>22</sup> La deuxième requête présentée par l'Union des Associations Féminines en vue de l'ouverture de la Faculté de Droit date du mois de décembre 1939. Après l'annexion d'une partie de la Haute Hongrie au pays cette requête a rappelé que parmi les étudiantes hongroises il y a de celle qui avaient fréquenté la faculté de droit aux universités de Tchécoslovaquie et qui peuvent poursuivre leurs études sur le territoire de Hongrie, ce qui a créé une situation désavantageuses pour les femme de la mère patrie<sup>23</sup>.

### *La formation des effectifs des étudiantes*

La confrontation des données des recensements de 1920 et de 1930 est digne d'attention du point de vue de la formation de la *proportion numérique des hommes et des femmes ayant obtenu des diplômes*. D'après le recensement de 1920 quand on a établi pour la première fois le bilan des diplômés du pays, leur nombre total s'est élevé à 73.475. Le nombre des hommes diplômés a atteint 67.925, alors que celui des femmes diplômées s'est élevé à 5.550. Le recensement de 1930 témoigne de 86.915 diplômés parmi lesquels les hommes intellectuels ont été représentés par 78.451 personnes, tandis que les femmes par 8.464 personnes. Il est extrêmement remarquable de voir la formation de la proportion numérique des femmes intellectuelles. Les effectifs des femmes intellectuelles se sont accrus de 50%<sup>24</sup>.

Les tableaux que l'on trouve cidessous contiennent les données de trois ans (1920/21, 1930/31, 1936/37.) Pour mieux illustrer les modifications structurelles nous publions la proportion des étudiantes exprimée en pourcentage. Néanmoins les données numériques des étudiantes libres ne seront pas publiées puisque la participation des femmes parmi les étudiantes libres a été réduite à la suite des dispositions restrictives.

### *La formation du nombre des étudiantes aux facultés de médecine*

Universités	1920/21			1930/31			1936/37		
	hommes	femmes	%	hommes	femmes	%	hommes	femmes	%
Budapest	2850	280	9	1148	106	9	769	105	12
Debrecen	—	—	—	259	26	10	228	45	17
Pécs	437	156	25	287	30	10	297	61	17
Szeged	624	120	16	291	55	16	229	52	19

Les données numériques des Facultés de Droit ne sont pas publiées parce que les dispositions concernant l'exclusion des femmes n'ont permis qu'aux femmes maintenant leurs droits de participer dans un nombre extrêmement limité à la formation prévue aux Facultés de Droit.

La plupart des étudiantes ont obtenu pendant toute la période leurs diplômes aux Facultés des Lettres et aux sections de pharmacie. Les effectifs des étudiantes sont également considérables à la faculté de mathématiques et des sciences créée à l'Université de Szeged.

*Le nombre des étudiantes aux Facultés des Lettres*

Universités	1920/21			1930/31			1936/37		
	hommes	femmes	%	hommes	femmes	%	hommes	femmes	%
Budapest	611	461	41	781	823	51	740	703	46
Debrecen	64	39	38	199	109	32	180	104	36
Pécs	6	11	65	88	88	50	64	56	47
Szeged	57	55	49	163	206	55	76	53	41

*A la section de pharmacie*

Université	1920/21			1930/31			1936/37		
	hommes	femmes	%	hommes	femmes	%	hommes	femmes	%
Budapest	138	34	18	93	61	40	83	80	49
Szeged	53	3	0.5	54	27	33	33	15	31

*A la Faculté de Mathématiques et des Sciences  
1936/37*

Université	hommes	femmes	%
Szeged	86	34	28

Le taux inférieur des étudiantes hongroises et leur répartition structurelle malsaine sont surtout remarquables quand on compare nos données à celle des universités de la République tchécoslovaque, l'État voisin, plus démocratique du point de vue politique, plus développé du point de vue économique et social. Comme il est connu, la République tchécoslovaque a ouvert les portes des universités aux étudiants pareillement à la République de Weimar.



## III.

**La formation de l'enseignement des femmes aux universités et aux écoles supérieures après la libération***L'émancipation des femmes dans le domaine de l'enseignement aux universités et aux écoles supérieures*

L'émancipation féminine était un problème susceptible de susciter des différences considérables entre les partis de la coalition, ce qui se voit des positions des leaders des partis. A la première réunion nationale des femmes hongroises, au mois d'avril 1946, les dirigeants hongrois se sont adressés aux femmes. Des traditions conservatrices paysannes ont pris corps dans les propos du président du Parti paysan ayant revêtu une forme littéraire. Comme dans la majorité écrasante des questions c'est le Parti communiste qui a pris la position la plus progressiste au sujet de l'émancipation féminine. Et il faut relever à part sa position claire pour l'enseignement supérieur des femmes.<sup>25</sup>

La première des facultés fermées à l'époque de Horthy ouverte par le décret 6.600/1945 M. E. du gouvernement national provisoire a été la faculté de droit. Ainsi les efforts des mouvements féminins progressistes, et l'on peut ajouter les efforts des facteurs de politique culturelle progressiste vivement contestés ont été couronnés de succès. L'ouverture des facultés de droit a constitué un pas de principe important dans les domaines de la démocratisation et de l'émancipation féminine, mais il est également incontestable qu'elle n'était qu'une mesure de détail qui n'avait pas tiré toutes les conséquences du principe de base conformément auquel les normes de droit démocratiques doivent assurer à tout citoyen sans discrimination de sexe les droits et les devoirs égaux. Ledit décret a laissé, en effet, en vigueur les anciennes dispositions — nous persons au décret de 1927 et au numerus clausus des femmes introduit par l'instruction ministériel de 1934 — qui avaient limité ou bien rendu impossible l'admission des femmes à d'autres facultés.

La loi No XXI de 1946 sur les études supérieures des femmes a réalisé la réglementation perspective de la formation universitaire des femmes. Elle a rétabli les droits accordés par la révolution démocratique bourgeoise et a indiqué à la fois que la réglementation au moyen des normes juridiques de l'égalité de droit de valeur totale appartenaient aux réformes réalisées dans le domaine des conquêtes démocratiques bourgeoises pendant la première période du développement de notre État démocratique populaire.

La loi a été discutée à l'Assemblée Nationale les 28 et 29 mars 1946.<sup>26</sup>

En faisant allusion aux remarques conservatives exprimées au cours des débats, le rapporteur a examiné de façon approfondie la position, la plus dangereuse eu point de vue de la réalisation de l'émancipation. C'était l'argument utilisé dans l'intervention de Margit Schlachta au sujet de la concurrence soulevée par la main-d'oeuvre féminine. Erzsébet Andics a démontré à juste titre que cet argument utilisé pendant 25 ans

par la réaction avait été toujours rédigé par les ennemis de l'émancipation féminine.<sup>27</sup>

Au cours de la discussion du projet de loi il ressort des interventions des orateurs communistes et socialdémocrates de l'Assemblée Nationale, ainsi que de celles des ministres qu'ils avaient sollicité l'exécution de la loi sur l'émancipation féminine, exécution qui devait dépasser les objectifs démocratiques bourgeois et qui devait bien refléter la tendance socialiste subsistant des le début de notre régime de démocratie populaire. Le rapporteur a rappelé à juste titre que la participation à l'enseignement universitaire ne constitue plus le problème des jeunes filles non mariées, mais une possibilité pour les jeunes filles d'origine ouvrière et paysanne.

### *La formation des effectifs des étudiantes*

La formation des effectifs des étudiantes constitue un indice incontestable de la démocratisation de la politique universitaire après la libération. Un coup d'oeil sur les lignes de chiffres imposantes peut convaincre quelquesuns que l'égalité de droit des femmes dans le domaine de l'enseignement supérieur s'est déjà réalisée en pratique, c'est-à-dire in n'a plus rien à faire.

#### *La formation des étudiantes aux Écoles Normales Supérieures*

Institutions	1950/52			1960/61			1970/71		
	total	femmes	%	total	femmes	%	total	femmes	%
Budapest	690	398	58	—	—	—	—	—	—
Szeged	502	259	52	514	361	70	1107	896	80
Pécs	391	136	34	676	442	65	1264	978	79
Eger	436	182	42	448	305	69	818	639	78
Nyíregyháza	—	—	—	—	—	—	873	697	78
Mélicopédagogie	148	88	59	214	170	79	237	219	92

En comparant les données numériques aux données actuelles des professions frappées par les mesures restrictives de l'époque de Horthy, on réussit à découvrir des rapports considérables. A la suite du numerus clausus et des dispositions éliminatoires la prédominance des femmes s'est surtout réalisée dans le domaine de l'enseignement sous le régime universitaire de l'époque de Horthy. Les données publiées ci-dessous prouvent de façon claire que la carrière pédagogique continue à être »carrière féminine«. Alors que dans le passé son motif résidait tout d'abord dans le fait que les autres carrières n'étaient pas ouvertes aux femmes,



mais d'autres points de vue se font valoir de nos jours. Ainsi tout d'abord cela s'explique par le phénomène connu que la rémunération atteinte dans ce domaine n'attire pas les hommes de talent vers cette carrière. Le tableau publié ci-dessous indique incontestablement l'accroissement graduel des étudiantes aux facultés des lettres et aux facultés des sciences mises pour une large part au service de la formation des enseignements.

La formation des effectifs des étudiantes des Écoles Normales Supérieures est surtout remarquable. Elle indique de façon claire que ces institutions fonctionnant dans la période suivant la libération ont la prédominance absolue des femmes.

Il est à noter que les carrières de médecin et de pharmacie sont également des carrières traditionnellement féminines. Le nombre des femmes s'accroît aussi graduellement à cette faculté, surtout à la section de pharmacie.

*La formation du nombre des étudiantes aux facultés de médecine  
et à la section de pharmacie*

Budapest

Institutions	1950/51			1960/61			1970/71		
	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%
Medicine	1952	551	28	2372	1044	44	2288	1214	53
Dentiste	—	—	—	548	276	50	641	394	61
Pharmacie	447	293	66	584	432	74	517	402	77
Au total	2399	844	35	3504	1752	50	3446	2010	58

Szeged

	1950/51			1960/61			1970/71		
	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%
Médecine	581	177	30	941	387	41	1138	599	53
Dentiste	—	—	—	20	9	45	114	61	54
Pharmacie	177	112	64	281	109	74	363	295	81
Au total	758	289	38	1242	605	49	1615	955	59
Debrecen									
Médecine	580	141	24	916	336	35	1115	543	49
Pécs									
Médecine	725	165	23	947	369	39	1202	618	51
Médecine au total	4462	1439	32	6609	3062	646	7378	4126	56

La formation juridique était la plus discutée dans la lutte pour la formation des femmes. Ce la explique l'attention particulière qu'a suscitée la formation juridique des femmes près la libération. Comme on se rappelle, le prestige de la faculté a perdu de son poids — surtout dans les années de culte de la personnalité et les étudiants se sont plutôt intéressés aux carrières de médecin et d'ingénieur. Les étudiantes s'intéressent aux affaires publiques se son relativement vite emparées — ce qui est peut-être dû une section récemment ouverte — de cette faculté. L'almanach de l'Université de Budapest de l'année suivant l'ouverture (1945/46) enregistre 198 étudiantes ordinaires et 111 étudiantes libres parmi les étudiants des première et deuxième années. Le nombre des étudiantes a déjà atteint en 1955/56 les 20%<sup>28</sup>.

Il serait erronée de ramener unilatéralement les effectifs des étudiantes acerus à l'intérêt que suscite la vie publique parmi les femmes et d'y voir le triomphe de l'émancipation féminine. La «féminisation» de la carrière juridique comme celle des autres carrières intellectuelles peut être ramenée au fait que certaine carrières sont évidemment artificiellement fermées devant les femmes. Par leur constitution physique ou en raison des facteurs de conscience sociale les femmes se voient entièrement ou largement isolées de certaines possibilités de formation (carrière militaire, quelques carrières techniques), ainsi les possibilités des femmes désireuses de poursuivre leurs études se rétrécissent, se concentrent sur certaines carrières.

*La formation du nombre des étudiantes aux facultés de droit*

Institutions	1950/51			1960/61			1970/71		
	total	femmes	%	total	femmes	%	total	femmes	%
Budapest	747	109	15	557	204	36	972	511	52
Szeged	308	58	19	245	83	33	466	281	67
Pécs	277	26	9	257	93	36	394	209	53

Les diverses sections de l'Université des Sciences économiques, surtout celles d'ingénieur général et de formation d'enseignants voient accroître les effectifs des étudiantes au même rythme que ceux de la faculté de droit. Une tradition adéquate s'est déjà formée à cette dernière section ouverte aux femmes à l'époque de Horthy et cela explique le nombre vraiment élève des étudiantes au cours de l'année scolaire de 1950/51. La tendance de développement est plus lente au cours de la formation du nombre des étudiantes aux section d'industrie et de commerce (selon la nouvelle dénomination section de production) de l'Université des Sciences économiques et l'accroissement plus élevé des effectifs ne se fait que dans la période entre 1960 et 1965.



*La formation du nombre des étudiantes aux diverses sections de l'Université des  
Sciences économiques entre 1955 et 1970*

Sections	1955/56			1960/61			1965/66			1970/71		
	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%
Commerce	471	110	23	462	181	39	653	309	47	518	277	53
Industrie	495	100	20	222	73	33	675	359	53	566	343	61
Ingénieur général	381	100	26	431	182	42	806	463	57	512	327	64

Les carrières agraires et techniques ont été le moins conquises par les femmes parmi les carrières intellectuelles. Il est incontestable qu'elles se heurtent dans la domaine de ces carrières non seulement à la plupart des obstacles subjectifs, mais à celle des obstacles objectifs aussi. Quelques-unes de ces domaines de travail demandent de telles qualités physiques qui se rencontrent très rarement dans les femmes, bien que l'expérience indique que ces carrières sont choisies pour la plupart par des femmes qui conviennent le mieux à ces faits acquis spéciaux. Tout cela que nous venons de développer est soutenu par le fait que la participation des étudiantes à la section d'horticulture et de viticulture demandant relativement moins d'efforts physiques et passant pour une branche de culture plus intensive a évolué de façon équilibrée autour de 30% entre 1950 et 1960, alors qu'à la section d'ingénieur mécanicien agraire créée dans le cadre de l'Université agraire, leur proportion numérique n'y approche pas durablement de 10%.

En ce qui concerne les facultés des universités techniques les facultés de chimie et d'architecture ouvertes déjà dans une mesure restreinte à l'époque de Horthy ont été le plus fréquentées par les femmes. Les facultés d'ingénieur électricien et de transport on été le moins fréquentées par les femmes.

On se servait souvent dans le passé de l'argument que l'on rencontre encore aujourd'hui très souvent selon lequel la meilleure preuve du niveau spirituel inférieur des femmes est qu'elles s'adonnent plutôt aux carrières artistiques de diction qu'aux carrières artistiques créatrices. La formation de la participation des femmes aux écoles supérieures d'art mérite une attention particulière. On ne peut pas affirmer évidemment que tous les étudiants sortant des écoles supérieures enrichissent notre vie intellectuelle avec les oeuvres de valeur identique, mais comme l'admission à ces écoles supérieures est liée à des examens extrêmement sévères, et on peut ajouter que les aptitudes spéciales se mesurent le mieux justement dans ce domaine, les taux d'étudiants de ces écoles supérieures sont les plus susceptibles de répondre à la question la plus importante, notamment, dans quelle mesure les spécialistes jugent-ils les femmes présentées à la carrière artistique?

Sections	1950/51			1960/61			1970/71		
	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%	total	fem- mes	%
Beaux arts	314	85	26	165	45	27	137	51	37
Théâtre-film	248	79	32	120	32	27	110	30	27
Musique	717	254	35	344	152	41	700	351	50
Art décoratif	216	127	58	193	92	48	295	151	51

Nous estimons que les 30 ans écoulés après la création de la loi No XXII – 1946 prouvent nécessairement et sans équivoque que les femmes hongroises ont joui de leurs droits garantis par la loi. Le partisan le plus combattant de l'émancipation féminine ne peut pas souhaiter non plus que les femmes participent en proportion égale à tous les domaines de la formation. Ce que nous souhaitons est qu'aucune femme capable, physiquement et intellectuellement apte à une profession spéciale ne soit exclue d'une carrière parce qu'elle est une femme. C'est donc ainsi que l'on peut réaliser le principe juste que le système socialiste doit garantir soit en garantissant les moyens matériels soit au moyen de l'éducation formant la conscience sociale que chaque homme occupe le domaine de travail le plus convenable.

## NOTES

<sup>1</sup> Mill, John Stuart: La soumission des femmes. Szatmár, 1876. (en hongroise)

<sup>2</sup> Ernest Legouvé: A nők erkölcsi története. (L'histoire de la moralité féminine.) Budapest, 1881, 319. p.

<sup>3</sup> Somogyi Géza: A nőkérdés hazai viszonyainkra való tekintettel. (La question féminine eu égard aux conditions de notre pays.) Igló, 1879. 19 – 29.; Kármán Mór: A feminizmus és a pedagógia. (La féminisme et la pédagogie.) Inauguration présidentielle (lors de l'Assemblée générale de la Société Pédagogique Hongroise à l'occasion de la commémoration de Janka Zírzen.) Budapest, 1906.

<sup>4</sup> Veres Pálné: Levél Madách Imréhez akadémiai székfoglalójának hatására. Közli: Rudnay Józsefné és Szigethy Gyuláné. Veres Pálné élete és működése. (Lettre à Imre Madách sous l'influence de son discours de réception à l'Académie. In: Rudnay Józsefné – Szigethy Gyuláné: La vie et les oeuvres de Mme. P. Veres) Budapest, 1902. 130.

<sup>5</sup> A nők mozgalma és az osztályharc. (Le mouvement féminin et la lutte de classe.) *Nőmozgás*, 1 mars 1905.

<sup>6</sup> Bobula Ida: Az egyetemi nőkérdés Magyarországon. (La question de l'enseignement universitaire des femmes en Hongrie.) Tirage à part du No 15 de 1928 de la revue *Napkelet*. (L'étude de Bobula constitue une valeur de source parce que la matière de l'époque du dualisme des documents du ministère de la culture et de l'instruction publique aux Archives Nationales s'anéantit.)

<sup>7</sup> Finánczy Ernő: A magyarországi középiskolák múltja és jelene. (Le passé et le présent des écoles moyennes en Hongrie.) Budapest, 1896. 171.

<sup>8</sup> Ösy József: Nőhallgatók az egyetemeken és a főiskolákon. (Étudiantes aux universités et aux écoles supérieures.) Statisztikai Szemle 1969. 590. p.

<sup>9</sup> Az osztrák és német nőegyesületek szövetségének nagygyűlései. (Les réunions de l'Union des Associations féminines autrichiennes et allemandes.) A nő. 1916. No 5 (août).



<sup>10</sup> Megnyitják a nők előtt a jogi és műszaki pályákat is. (Les carrières juridiques et techniques sont ouvertes aux femmes). A nő. 25 novembre 1918.

<sup>11</sup> Archives Nationales. K. Document No 185.508/1919 joint à l'acte No 2199/1920.

<sup>12</sup> Archives Nationales. K. 636. Le document No 188.187/1919 joint à l'acte No 2199/1910.

<sup>13</sup> Bobula Ida: Op. cit.

<sup>14</sup> Archives Nationales. K. 636. Le document No 1765/1919—20- R déposé près le document 188.878/1919 à l'acte No 2199/1920.

<sup>15</sup> Kornis Gyula: Iskolarendszerünk reformja. (La réforme de notre système scolaire. Separatum de l'oeuvre Magyar Középköztetés. Présentée dans la Commission de l'Instruction publique du Parti d'Union Chrétienne Nationale.) 19 p.

<sup>16</sup> Bellér Béla: A fehérterror felsőoktatási politikája. — La politique de la terreur blanche en matière de l'enseignement supérieur.) Felsőoktatási Szemle. Septembre 1969. 520 p.

<sup>17</sup> Kornis Gyula: Kultúrpolitikánk irányelvei. (Les principes de base de notre politique culturelle.) Budapest, 1921. p. 16.

<sup>18</sup> Kornis Gyula: Nők az egyetemen. (Femmes aux universités.) Budapest, 1925. p. 10.

<sup>19</sup> Bobula Ida: Op. cit.

<sup>20</sup> Új Élet. 24 juillet 1923.

<sup>21</sup> Archives Nationales. K. 636. Document No 21.106/1934.

<sup>22</sup> Archives Nationales. K. 636. Document No 23/613/1938.

<sup>23</sup> Archives Nationales. K. 636. Document No 38.723/1939.

<sup>24</sup> Archives Nationales. K. 636. No 21.104/1933. Rapport de l'Office Centrale Royale de la Statistique de Hongrie.

<sup>25</sup> Asszonyok. 16 avril 1946. Hommes d'État hongrois se sont adressée aux femmes à la première rencontre nationale (Zoltán Tildy, Ferenc Nagy, Mátyás Rákosi, Péter Veres).

<sup>26</sup> Les lois de 1946. La loi No XXII sur l'admission des femmes aux universités et aux écoles supérieures. Cf. Exposé ministériel des motifs. Journal de l'Assemblée Nationale convoquée au 29 novembre 1945. T III. 57e session, 29 août 1946.

<sup>27</sup> Ibidem. La réponse du rapporteur, Erzsébet Andics.

<sup>28</sup> A Pázmány Péter Tudományegyetem Almanachja. (L'Almanach de l'Université „Pázmány Péter“.) Années scolaires de 1943/44, 1944/45, 1945/46. Budapest, 1947. pp. 191 et succ. Les données statistiques après la libération ont été fournies par la division de statistique du Ministère de la Culture.

## ОБУЧЕНИЕ ЖЕНЩИН В УНИВЕРСИТЕТАХ И ВЫСШИХ УЧЕБНЫХ ЗАВЕДЕНИЯХ

Д-р. КАТАЛИН СЕГВАРИ

(Резюме)

Научная статья суммирует основные определения обширной монографии автора: „Женщины в университетах“. Дает обзор о борьбе в интересах обеспечения обучения женщин в университетах и высших учебных заведениях, о правовом упорядочении, обеспечивающем обучение, и о формировании пропорции студенток в высших учебных заведениях, начиная с 1895 года до настоящего времени.

Борьба за обучение женщин в высших учебных заведениях является составной частью борьбы за женскую эманципацию, но она ограничивается на более узкую сферу, чем политическая эманципация женщин, т. е. борьба ведется в интересах обеспечения равных условий работы. Господствующий класс находит первичную базу сначала в деклассирующихся слоях господствующего класса, а позже среди мелкой буржуазии. У нас в Венгрии эту борьбу в конце XIX века вели разветвляющийся феминизм и идеологически с ним связанный гражданский радикализм.

В результате объективных экономическо-общественных процессов и борьбы прогрессивных движений в 1895 году открываются перед женщинами двери университетов, т. е. профессии врача, фармацевта и учителя. До первой мировой войны участие студенток в высшем образовании ничтожно. В первую мировую войну их число быстро возрастает, так же как и участие женщин в работе вследствие войны является всеобщей тенденцией в европейских государствах. Равноправие для женщин в высшем образовании принесла система Кароли. Вследствие уменьшения территории страны во время контрреволюции и реакционного общественного взгляда господствующих классов крупных помещиков и капиталистов было ограничено высшее образование женщин. Идеология контрреволюции пытается оправдать эти ограничения поддержкой традиционного призвания женщин.

Закон, принятый после освобождения в 1946 году, обеспечивает для женщин равные права и возможности в обучении. При постоянно возрастающей численности пропорции женщин в разных университетах и высших учебных заведениях незначительное их участие в определенных областях хорошо показывает, что полная эманципация, охватывающая и сферу сознания, осуществится только в будущем.

## DIE UNIVERSITÄTS — UND HOCHSCHULBILDUNG DER FRAUEN

von

Dr. KATALIN SZEGVÁRI Universitätsdozentin

(Zusammenfassung)

Die Arbeit faßt die grundlegenden Feststellungen der längeren Monographie des Autors mit dem Titel „Frauen an der Universität“ zusammen und gibt einen Überblick über den Kampf um die Sicherung des Universitäts- und Hochschulstudiums der Frauen, über die juristische Regelung der Sicherung der Bildung und über die Gestaltung des Zahlenverhältnisses der Hörerinnen an den Institutionen für Hochschulwesen von 1895 bis heute.

Der Kampf um die Hochschulbildung der Frauen ist ein Teil der Emanzipationskämpfe, dieser Kampf ist aber gesellschaftlich auf eine engere Basis konzentriert, als die politische Emanzipation, beziehungsweise der Kampf um die Sicherung der gleichen Arbeitsbedingungen. Vor der Befreiung findet diese Bestrebung in der deklassierten Schicht der herrschenden Klasse, später im Mittelstand ihre primäre Basis. In unserer Heimat wurde dieser Kampf von dem sich am Ende des 19. Jhs. entfaltenden Feminismus und dem damit ideenverwandten bürgerlichen Radikalismus ausgetragen.

Als Ergebnis der objektiven wirtschaftlich-gesellschaftlichen Prozesse und des Kampfes der progressiven Bewegungen werden im Jahre 1895 für die Frauen die Universitäten, beziehungsweise die Gymnasiallehrer-Ärzte- und Apothekerberufe eröffnet. Vor dem ersten Weltkrieg bildete die Beteiligung der Hörerinnen an den Hochschulen nur einen Bruchteil. Im ersten Weltkrieg ist der zahlenmäßige Anstieg stürmisch, wie auch die Einstellung der Frauen in die Arbeit infolge des Krieges in den europäischen Staaten eine allgemeine Tendenz ist. Erst das Károlyi-Regime brachte für die Frauen in der Hochschulbildung Rechtsgleichheit. Während der Konterrevolution wurden infolge der territorialen Verstümmelung des Landes, wegen des verlorenen Krieges und der reaktionären Gesellschaftsanschauung der herrschenden Klassen der Großgrundbesitzer und Großkapitalisten bei der Hörerinnenbildung Einschränkungen eingeführt. Die Ideologie des konterrevolutionären Systems bemühte sich, diese Einschränkungen mit der Pflege des traditionellen Frauenberufes zu begründen.

Nach der Befreiung im Jahre 1946 sicherte ein Gesetz den Frauen gleiche Bildungsmöglichkeiten. Neben dem ständigen Anstieg ihrer zahlenmäßigen Proportion an den verschiedenen Universitäten und Hochschulen zeigt ihre bescheidene Teilnahme an gewissen Gebieten, daß die völlige Emanzipation, die sich auch auf die Bewußtseinssphäre erstreckt, noch eine Sache der Zukunft ist.